

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

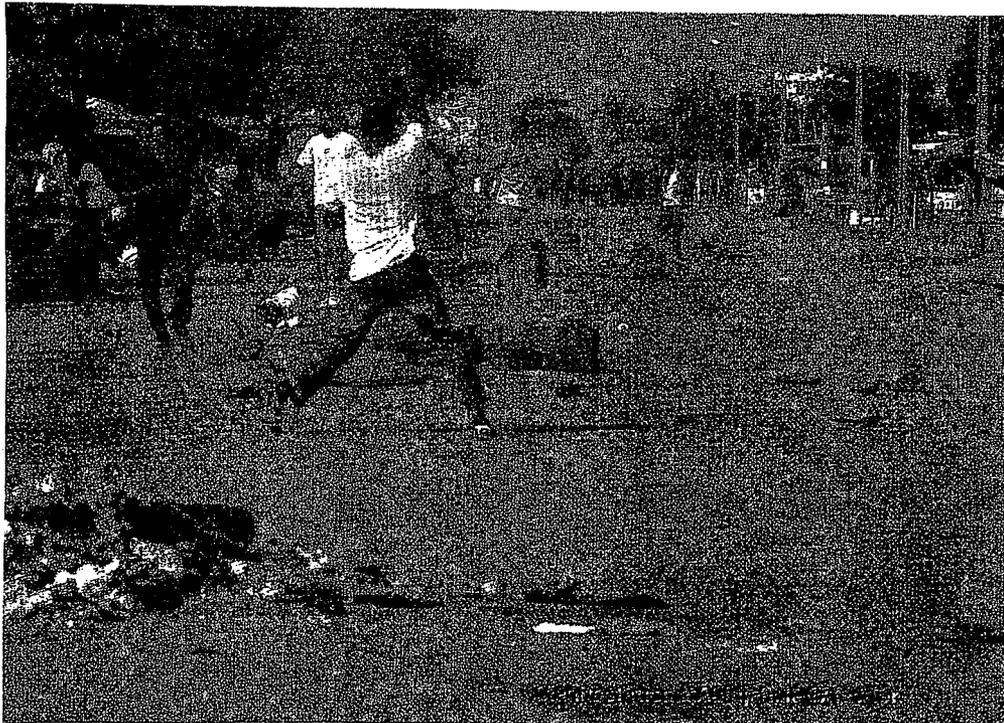
ISSN 0241 0494

Le 22 février 2010

N° 363

PRIX : 0,60 Euro

CÔTE D'IVOIRE



**NOUVELLE CRISE POLITIQUE
DANS LA LUTTE POUR LE POUVOIR**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Côte d'Ivoire : Nouvelle crise politique dans la lutte pour le pouvoir

Page 3 :

Côte d'Ivoire: L'armée réprime dans le sang...

Page 4 :

Côte d'Ivoire: Des manoeuvres politiciennes qui peuvent dégénérer...

Page 5 :

Niger: Un dictateur est écarté..

Page 7 :

Sénégal : Quand Wade se prend pour le bon samaritain..

Page 9 :

On ne peut pas compter sur nos dirigeants pour combattre les pratiques barbares.

Page 10 :

Travailleurs français/immigrés tous unis...

Page 11 :

Solidarité avec la lutte des sans-papiers.

**ABONNEMENT
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**NOUVELLE CRISE POLITIQUE
DANS LA LUTTE POUR LE POUVOIR**

A l'issue de la crise née de l'établissement de la liste électorale en vue de l'élection présidentielle, Gbagbo décide unilatéralement le 12 février dernier, de dissoudre, à la fois la Commission électorale indépendante (CEI) et le gouvernement.

Cependant, il a demandé à Soro, reconduit à son poste de Premier ministre, de former un nouveau gouvernement et de mettre sur pied une nouvelle commission électorale, « neutre » et « indépendante ».

Ce jour-là, des chars et autres engins de guerre avaient pris position sur les grands axes et carrefours de certains quartiers d'Abidjan ; des éléments du Cecos, une brigade spéciale d'intervention, patrouillaient dans les rues, notamment à Cocody et au Plateau.

Gbagbo cherche coûte que coûte à se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir. Par sa décision, il montre que, pour le moment, il est le maître à bord du navire. Il a beau dire qu'il veut les élections « vite, vite », mais il n'est pas du tout pressé. Il est déjà arrivé à la fin de son « deuxième mandat » pour le prix d'un.

En décidant de supprimer la CEI qu'il ne parvient pas à contrôler, il cherche à faire mettre en place une autre commission, cette fois à sa botte. Il pourra ainsi manipuler à sa guise la liste des électeurs et pourquoi pas le résultat du scrutin par avance. Il veut s'assurer la victoire dès le premier tour parce que le second tour est pour lui incertain à cause du fait qu'il craint une coalition de l'opposition rassemblée au sein du RHDP.

Il est tout à fait possible que la prétendue fraude dont Mambé serait l'auteur ne soit qu'un bon prétexte pour l'écartier et affaiblir le RHDP. Au moment où nous écrivons cet article, nous ne connaissons pas encore la composition du nouveau gouvernement. Des tractations de couloir sont en cours entre Blaise Compaoré, Gbagbo, Ouattara et Konan Bédié, même si ce dernier a déclaré par ailleurs que la dissolution était « nulle et non avenue » tout en disant qu'il était « ouvert à la discussion ».

En provoquant cette dernière crise politique Gbagbo fait repousser une nouvelle fois la date de l'élection présidentielle. Il ne s'agit malheureusement pas que du sort somme toute mineur, de

l'élection présidentielle, mais c'est une crise qui peut dégénérer en une nouvelle flambée de violence inter ethnique. On déplore déjà des morts dans quelques villes. Personne ne sait ni quand ni comment elle se dénouera.

La seule chose qui intéresse ceux qui sont engagés dans cette lutte pour le pouvoir c'est la satisfaction de leurs ambitions personnelles. C'est la mainmise sur les caisses de l'Etat, c'est la confiscation des postes clés et des plus lucratifs pour leur clan.

Dans cette lutte entre rapaces, les travailleurs n'ont aucun intérêt à être derrière

l'un ou l'autre camp. Quel que soit celui qui l'emportera, il mènera la même politique hostile et méprisante à l'égard du monde du travail, une politique en faveur des riches. Les Bouygues, Bolloré et autres capitalistes vont continuer à s'enrichir au détriment des travailleurs. Les dirigeants politiques nous demanderont toujours plus de sacrifices pendant qu'ils feront des courbettes aux grands capitalistes.

Pour améliorer leurs conditions d'existence les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur capacité de lutter en tant que travailleurs, en tant que pauvres.

CÔTE D'IVOIRE

L'ARMÉE RÉPRIME DANS LE SANG UNE MARCHÉ PACIFIQUE DE L'OPPOSITION

Suite à la décision unilatérale de Gbagbo de dissoudre le gouvernement et la Commission électorale indépendante (CEI), les 4 principaux dirigeants du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) ont appelé leurs militants à s'opposer par « tous les moyens à la dictature ».

A Abidjan, c'est à Marcory, que des jeunes ont dressé des barrages et brûlé des pneus. Au total, 22 bus de la Sotra ont été brûlés ou endommagés.

Des manifestations ont eu lieu à Yamoussoukro, Abengourou, Dimbokro, etc.. Tout dernièrement, à Korhogo, le siège du FPI et la maison du directeur de campagne de Gbagbo ont brûlé ; à Bouaké, c'est la mairie et la Préfecture.

Mais c'est à Gagnoa que la situation a été la plus grave. Des manifestants ont marché le 19 février dans la rue pour réclamer le

départ de Gbagbo et le rétablissement de la CEI.



*Le général Philippe Mangou à Yamoussoukro
lors d'une manifestation le 17 février 2010*

L'armée a barré le chemin et demandé aux responsables d'aller chercher à la Préfecture une autorisation de manifester Ils ont refusé en disant qu'ils ne reconnaissent

plus l'autorité de Gbagbo et de son Préfet de Gagnoa.

Pour toute réponse, l'armée a commencé à lancer des gaz lacrymogènes dans la foule, et a tiré à balles réelles sur les manifestants. Il y a eu 5 morts et plusieurs blessés graves.

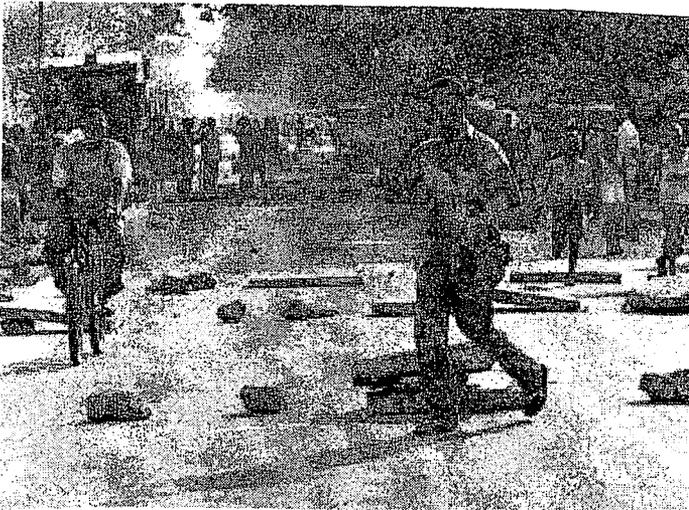
Après ce massacre, le général Mangou est intervenu à la télé pour mettre en garde « quiconque cherchera à vouloir installer le désordre dans le pays et mettre le feu et le sang ». Même langage du côté du porte-parole de la Présidence.

L'opposition avait programmé plusieurs manifestations dans différents quartiers d'Abidjan pour le samedi 20 février. Finalement, pas une seule d'entre elles ne s'est tenue. Est-ce faute de combattants ou un recul des dirigeants de l'opposition face à la présence dissuasive des forces armées déployées un peu partout dans la ville ?

Il est bien entendu impossible de savoir comment les choses vont évoluer. Si le bras de fer engagé entre le pouvoir et l'opposition se durcit, il y a un grand risque que cela se traduise par une nouvelle flambée de violence à caractère ethnique et xénophobe comme on en a connu il y a quelques années.

CÔTE D'IVOIRE

DES MANŒUVRES POLITIQUES QUI PEUVENT DÉGÉNÉRER A TOUT MOMENT EN BAIN DE SANG



Une rue d'Abidjan le 17 février 2010
lors de la journée de protestation
contre la dissolution du gouvernement

Avant la dissolution du gouvernement et de la CEI, des manifestations ont eu lieu à Divo, Vavoua, Man, Abengourou, et bien d'autres villes pour protester contre les radiations arbitraires de personnes de la liste

électorale. Les manifestants ont saccagé des bâtiments administratifs et pris à partie des magistrats.

En effet, après l'enrôlement, la Commission Electorale Indépendante (CEI) a affiché deux listes électorales provisoires. Une liste qualifiée de « blanche » où figurent ceux qui sont censés avoir la nationalité ivoirienne et la « liste grise » qui est celle de ceux qui n'ont pas été retrouvés lors des différents « croisements de fichiers » à qui l'administration demande de prouver leur nationalité ivoirienne.

Un délai d'un mois était prévu pour permettre à la population de faire des réclamations et de régler ce que les autorités ont appelé « contentieux électoral ».

Pour ce faire, la première réclamation devait passer par la CEI, ensuite s'ouvrait le contentieux judiciaire où les tribunaux étaient

chargés de statuer de façon définitive sur les cas qui n'ont pas pu être résolus. Ainsi, ces personnes ont été appelées à venir justifier leur nationalité.

Mais dans le même temps, le camp présidentiel a demandé à ses partisans de contester l'inscription sur la liste électorale de personnes qu'ils estimaient être des « faux ivoiriens ». Là-dessus, le pouvoir a dénoncé des « fraudes massives » et a contesté la validité de la liste électorale provisoire.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue l'affaire Beugré Mambé (le président de la Commission Electorale Indépendante). Il a été accusé d'avoir manipulé le fichier électoral. Ce qui aurait permis de repêcher 429 030 cas de la liste jugée litigieuse.

Pour le parti au pouvoir, cette action visait à porter sur les listes électorales des électeurs favorables à l'opposition. Aussi le camp présidentiel réclamait le départ de Beugré Mambé, soupçonné de rouler pour le RHDP tout en poussant sa base à accentuer les dénonciations de présumés non ivoiriens.

Ainsi dans certaines localités, des juges, de façon illégale, vont procéder à la radiation de présumés fraudeurs sans même que les requêtes passent par la CEI locale comme le recommande le mode opératoire, ni que les accusés soient informés de la suspicion de fraude qui pèse sur eux. Des décisions étaient donc prises sans la présence des accusés. Des individus, sans aucune preuve solide, demandent la radiation de la liste électorale de dizaines de personnes. C'est le cas, par exemple de ce chef de village qui demandait la radiation de 72 personnes de l'ethnie Dogossé sous prétexte qu'elles sont Burkinabé. Dans un autre endroit, un homme a demandé la radiation de son ex-femme alors que celle-ci est ivoirienne par sa mère.

Ce climat de délation et de dénonciations calomnieuses a été instauré par le pouvoir. C'est lui qui attise la xénophobie anti-Nordiste et propage les idées ethnistes pour continuer de dominer. Les travailleurs et la population pauvre de ce pays ont déjà payé un lourd tribut pour avoir toléré en leur sein la xénophobie et la propagande ethnique. Malheureusement les mêmes causes peuvent encore produire les mêmes effets.

NIGER

UN DICTATEUR USÉ EST ÉCARTÉ PAR UNE JUNTE MILITAIRE MAIS LE PILLAGE CAPITALISTE ET LA MISÈRE CONTINUENT

Le vieux dictateur Mamadou Tandja qui ne voulait plus lâcher les rênes du pouvoir a été arrêté le 18 février par les militaires et se trouve entre leurs mains quelque part dans une caserne située en périphérie de Niamey la capitale du pays, selon les représentants de la junte. On pourrait presque parler de scénario à répétition puisque depuis 1960, année où l'indépendance a été accordée, cela fait le quatrième coup d'Etat militaire dans ce pays.

Le nouvel homme fort serait un certain Salou Djibo, un officier de 45 ans. La junte de putschistes à la tête de laquelle il a réussi à se propulser ne veut pas être appelée junte mais plutôt « Conseil suprême pour la restauration de la démocratie » (CSRD).

Toutefois la chute du dictateur corrompu, la dispersion, voire l'arrestation des personnes de son clan qui menaient un train de vie élevé,

sont des événements plutôt bien ressentis par la population.



*Le commandant Salou Djibo,
devenu président du CSRD
après le putsch du 18 février 2010*

Deux jours après la destitution de Tandja, un important rassemblement a eu lieu devant le parlement, dans le centre de la capitale. Il s'agit d'une manifestation initiée par une coalition de plusieurs partis d'opposition regroupés sous l'étiquette CFDR. Elle profite surtout à la junte à l'égard de laquelle cette coalition entretient de sérieuses illusions. Les dirigeants de ces partis y ont fait des discours élogieux en faveur des militaires qui sont pourtant les mêmes à avoir exercé la férule sous le régime déchu. Exécutions sommaires, arrestations arbitraires, tortures, déplacements forcés de populations, destructions de cheptel des communautés nomades touareg, la liste des méfaits que les militaires ont commis sous l'ancien régime et sous les régimes successifs est certainement longue.

Le fait que les galonnés se soient donnés quelques nouveaux chefs affublés de l'étiquette contenant le mot « démocratique » ne peut en aucune façon transformer leur institution, conçue pour exercer la dictature au service des capitalistes, en autre chose que cela. Les porte-parole de l'armée se contentent de faire quelques déclarations du genre vouloir agir « dans l'intérêt supérieur de notre peuple », des mots qui ne veulent pas dire grand-chose.

Les dirigeants qui se réclament de

l'opposition ne sont pas tous des naïfs. Ils cherchent à se faire bien voir par les militaires pour que ceux-ci leur concèdent quelques places dans une recombinaison qu'ils appellent de leurs vœux. La dictature pourrait continuer, pour peu que ces gens qui se disent « leaders de la société civile » y soient associés.

Le Niger est un pays très pauvre. Depuis plusieurs décennies, les famines succèdent aux famines. Le sol et le sous-sol regorgent de richesses minières tels que l'or et surtout l'uranium, un métal très recherché qui sert de combustible dans les centrales nucléaires. Quelle part de l'argent tiré de son exploitation va à l'Etat ? Et quelle part les dirigeants consacrent-ils à enrayer ces famines, à apporter un mieux-être, à améliorer les infrastructures telles que les routes, les écoles, les hôpitaux,...

Depuis 1961 jusqu'en 2007 le trust français Areva détenait l'exclusivité de l'extraction de l'uranium. Cela se faisait à très bas prix par rapport aux tarifs en vigueur ailleurs. Cet accord fut par la suite renégocié mais le prix bien que révisé, n'a été que faiblement relevé. Le groupe Areva et surtout ses actionnaires ont ainsi réalisé des profits colossaux durant plusieurs décennies. Depuis 2007 Areva n'est pas le seul sur les rangs : des sociétés Nord-américaines, Sud-africaines et chinoises se partagent le gâteau.

Au printemps 2009, Sarkozy a effectué une petite tournée dans quelques pays d'Afrique dont le Niger. Anne Lauvergeon, présidente du groupe Areva était présente dans ce pays et a obtenu de lancer un nouveau chantier cette fois dans une deuxième région appelée Imouraren. Le contrat décroché par le groupe français s'est avéré très juteux puisque les cours de l'uranium se sont littéralement envolés sur les marchés mondiaux à cause de la multiplication brutale des centrales nucléaires. Sarkozy appelait cela un contrat « gagnant-gagnant ». Les actionnaires d'Areva ont gagné dans le passé, le présent et se

préparent à gagner très gros dans un avenir proche lorsque ce nouveau site sera opérationnel. Des privilégiés Nigériens auront au passage prélevé leur part de la manne qui, en fait, ne constitue qu'une infime partie du pillage organisé à grande échelle par les trusts multinationaux.

C'est sur la sueur et l'exploitation des travailleurs des mines du Niger que les fortunes des possédants se sont bâties et continuent de l'être. Dans ce pays il fait tellement chaud qu'il est très difficile de supporter les conditions de travail. Il faudrait des équipements adéquats, des vêtements appropriés, des locaux et des véhicules climatisés. Améliorer ces conditions, faire que l'extraction soit moins pénible pour les ouvriers, c'est techniquement possible, à condition de prendre l'argent nécessaire sur la part versée aux actionnaires. Et puis il n'y a pas que les conditions climatiques qui sont meurtrières pour les travailleurs : la poussière et les déchets d'uranium sont radioactifs et constituent un danger de contamination pour tous ceux qui opèrent dans et à proximité de ces mines à ciel ouvert.

L'extraction de l'uranium nécessite

d'énormes quantités d'eau. Celle-ci est prélevée dans les nappes phréatiques qui dans ce pays désertique n'en contiennent pas beaucoup. Les eaux ainsi polluées finissent par rejoindre les nappes et constituent une source supplémentaire de contamination pour les populations qui habitent ces contrées et pour leurs bêtes. Dans certains endroits habités, l'organisation mondiale de la santé (OMS) fait état de taux de radioactivité quarante à cent fois supérieur aux normes. Les cas de cancers de toutes sortes connaissent un développement en constante élévation ces dernières années.

Alors, les dirigeants politiques du pays ont beau se suivre, porter quelque fois un complet trois pièces, d'autres fois un costume traditionnel africain ou encore être porteurs d'uniformes couleur kaki bardés de galons, sans compter les variantes intermédiaires, ils servent tous, fondamentalement, les mêmes intérêts. Mais tant que ce système social dément qu'est le capitalisme existera, les maux dont souffrent les êtres humains, surtout dans les pays pauvres tels que le Niger, ne pourront être, ne serait-ce qu'atténués, de façon significative.

SÉNÉGAL

QUAND WADE SE PREND POUR LE BON SAMARITAIN AU SECOURS DU PEUPLE HAITIEN

Le président sénégalais fait feu de tout bois pour redorer son blason. C'est ainsi qu'après le séisme qui a frappé Haïti le 12 janvier dernier, il s'est illustré en déclarant qu'il est prêt à accueillir sur le sol sénégalais ceux qui parmi les Haïtiens souhaitent « revenir sur la terre de leurs ancêtres ». Son porte parole avait même renchéri en déclarant que « si ce ne sont que quelques personnes, nous leur offrirons un toit et un bout de terre. S'ils viennent en masse, nous leur donnerons une

région ». Bien évidemment ce ne sont que des paroles qui ne coûtent rien. Même s'il y avait parmi les Haïtiens des candidats pour venir s'installer au Sénégal, encore faudrait-il que les dirigeants sénégalais qui lancent les invitations leur offrent matériellement les possibilités de venir jusqu'au Sénégal. Sinon comment les Haïtiens pauvres, ceux qui constituent l'écrasante majorité des victimes du séisme, eux qui sont contraints quotidiennement aux méthodes de la survie pour ne pas crever de

faim, pourraient-ils se payer un billet d'avion pour atterrir à Dakar !

Cela importe peu à Wade. L'essentiel est pour lui de se faire mousser et de se montrer comme un homme au grand cœur. Et dans sa lancée médiatique il a proclamé sa décision de ponctionner l'équivalent de trois jours de salaire sur l'ensemble des travailleurs du Sénégal, dans le public comme dans le privé, pour les verser au gouvernement haïtien à titre de « solidarité » du peuple sénégalais. Cette décision attend, paraît-il, la confirmation par un vote des députés.

De nombreux syndicats ont dénoncé cette décision unilatérale. Ils sont d'accord pour

être solidaires avec les victimes mais à condition que cela ne se fasse pas sous la contrainte. Ils dénoncent la gabegie de Wade en matière de dépenses de prestige. Celui-ci a par exemple dépensé 13 milliards de F cfa pour la construction de la statue de la Renaissance africaine, et s'apprête à sortir des caisses de l'Etat la somme de 3 milliards rien que pour sa prochaine inauguration. Et pendant qu'il gaspille l'argent des contribuables pour satisfaire ses caprices, il veut prendre de la poche des petits salariés qui ne peuvent déjà plus joindre les deux bouts, l'équivalent des trois jours de salaires. Cela choque à juste titre de nombreux travailleurs sénégalais qui sont néanmoins très sensibles à la détresse de la population haïtienne.

SÉNÉGAL

PSEUDO-RETRAIT DES TROUPES MILITAIRES FRANÇAISES

En vue de la célébration du cinquantième de l'indépendance du Sénégal, le président sénégalais veut faire un coup médiatique. Il veut montrer que cinquante ans après la fin de la colonisation son pays va couper le cordon ombilical qui le relie encore à l'ancienne métropole. Il s'agit de la base militaire française permanente au Sénégal.

A la suite d'une rencontre entre Wade et le ministre de la Défense française, le 19 février de cette année à Dakar, la présidence sénégalaise a annoncé que « les bases françaises quitteront le Sénégal ». L'accord de « retrait » devrait être signé avant le 4 avril prochain, date anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Sénégal.

Mais en réalité il ne s'agit-là que d'un simple effet d'annonce. Au ministère français de la Défense on explique que des soldats français seront toujours présents au Sénégal.

La seule différence c'est que l'entité dans laquelle ils seront stationnés ne s'appellera plus « base militaire » mais « pôle de coopération militaire à vocation régionale ». Mais un caïman restera toujours un caïman même si on décide de l'appeler désormais « gros lézard »!



Un avion-radar Awacs décollant de la base militaire française de Dakar

ON NE DOIT PAS COMPTER SUR NOS DIRIGEANTS POUR COMBATTRE LES PRATIQUES BARBARES

Plusieurs groupes et associations de défense des droits des femmes ont organisé récemment à Dakar un colloque pour sensibiliser l'opinion publique sur les violences que subissent les femmes au Sénégal.

La représentante du Groupe de recherche sur les femmes et les lois au Sénégal (GREFELS) a mis l'accent sur les sévices subis par les femmes handicapées et plus particulièrement par les jeunes filles albinos. Elle a dénoncé le fait que « les droits des femmes vivant avec un handicap sont tout le temps bafoués ». Elle a cité, entre autres, « le cas des filles vierges albinos qui sont violées au niveau de Dakar et de sa banlieue pour un quelconque sacrifice ». Elle a ajouté que « quand il y a des élections, elles servent souvent de sacrifice ». En effet, de nombreux hommes politiques ambitionnant d'être élus, de faire carrière dans les hautes sphères de l'administration ou de sauvegarder leur poste lucratif, s'adonnent souvent à des pratiques de sorcellerie. Certains vont consulter un marabout, d'autres des sorciers pour « combattre le mauvais sort ». Et il arrive assez fréquemment que le sorcier recommande à son client de recourir à un sacrifice rituel humain. Les jeunes filles albinos en sont souvent les victimes de choix car elles sont considérées comme des êtres possédant un pouvoir particulier.

Ce genre de pratiques ignobles et criminelles n'est pas propre au Sénégal. Elles sont malheureusement très répandues en Afrique. Des cas similaires ont défrayé la chronique récemment au Mali, au Burkina, en Tanzanie ou au Congo, pour ne citer que ces pays où, à la suite de meurtres rituels, la presse locale en avait parlé. Mais les autorités publiques ne les avaient dénoncés que du bout des lèvres.

Ce ne sont pas les petites gens qui s'adonnent à ces pratiques barbares mais des hauts dignitaires, des hommes d'affaires, des hommes politiques dont certains sont sortis des grandes écoles occidentales. Il est de notoriété publique que la plupart des chefs d'Etat africains ont leur marabout (ou leur sorcier) personnel. Ce qui, soit dit en passant, ne les empêche pas d'être parfois balayés par un coup d'Etat!



**De nombreuses jeunes filles se suicident
pour échapper au mariage forcé ou
aux violences conjugales**

Plus généralement, les militantes du Comité de lutte contre les violences faites aux femmes (Clvf) alertent les dirigeants politiques et informent l'opinion en vue de l'« éradication des violences faites aux femmes ». Mais elles constatent et déplorent par ailleurs que « malgré tous ces viols... personne ne fait rien ». En effet, on ne peut pas compter sur ceux-là mêmes qui s'adonnent à ce genre de pratiques ou qui les tolèrent, pour les combattre sérieusement. Tout comme on ne peut pas compter sur ceux qui sont responsables de la misère et de l'exploitation pour combattre la pauvreté et l'oppression.

IMMIGRATION**TRAVAILLEURS FRANÇAIS/IMMIGRES
TOUS UNIS DANS LES COMBATS À VENIR**

Le texte ci-dessous est tiré d'un éditorial daté du 15 février et paru dans des bulletins d'entreprises diffusés par nos camarades de Lutte Ouvrière.

«Obéissant aux exigences du grand patronat et des milieux financiers, le gouvernement est déterminé à aggraver les conditions de retraite en repoussant l'âge légal de départ et en diminuant le montant des pensions.

Ministres et commentateurs ressortent les discours mensongers sur le déficit croissant des caisses de retraite. Cent milliards d'euros en 2050, si on ne réforme pas le système, annonce le Premier ministre sur un ton catastrophiste. Comme s'il pouvait savoir ce qui se passera dans quarante ans, alors que lui-même comme ses ministres ont été incapables de voir ce qui se passait devant leur nez au moment où la crise se déclenchait aux Etats-Unis et où ils nous répétaient qu'elle ne traverserait pas l'Atlantique!

Et puis, le gouvernement a bien trouvé en quelques jours, et pas cinquante ans après, plusieurs centaines de milliards pour une poignée de banquiers et de grandes entreprises, c'est-à-dire pour sauvegarder la fortune de leurs propriétaires et de leurs actionnaires ! Rien, en revanche, pour les millions de travailleurs arrivés à l'âge de la retraite, si ce n'est la proposition de se crever au travail plus longtemps et pour une retraite réduite.

Rien que la comparaison entre les largesses pour les banquiers qui ruinent l'économie et la volonté de réduire la pension, déjà insuffisante, des anciens qui n'auront pas leurs annuités en raison du chômage, est d'une injustice révoltante. Mais ce qui l'est encore plus, c'est que c'est précisément pour donner

plus aux banquiers, au grand patronat, que l'Etat économise sur tout ce qui concerne les classes populaires. Économie sur les services publics, sur les hôpitaux, sur les écoles, sur la retraite.

Cela a toujours été le cas. Mais, aujourd'hui, le gouvernement et le patronat profitent de la crise, de la crainte du chômage, d'un rapport de forces qui leur est particulièrement favorable, pour porter des coups supplémentaires aux classes exploitées. Prétendre que la "réforme des retraites" est inévitable parce qu'il y a de plus en plus de retraités par rapport aux actifs est un mensonge par omission. C'est taire l'essentiel : un même actif produit bien plus qu'il y a cinquante ans. On pourrait largement financer les retraites si la hausse de productivité n'était pas empêchée par les seuls actionnaires ! Et il faut un sacré culot pour expliquer que repousser l'âge de la retraite est une nécessité pour l'économie, alors qu'il y a plus de trois millions de chômeurs, même d'après les chiffres officiels, et que des centaines de milliers de jeunes ne trouvent pas de travail !

L'attaque contre les retraites est une des nombreuses attaques menées par le grand capital et le gouvernement. Mais ce n'est pas une fatalité. Le monde du travail a les moyens d'arrêter les coups qu'on lui porte. Si les patrons ont pour eux leurs capitaux, la propriété des usines et des banques et le soutien sans faille du gouvernement quelle que soit son étiquette, les travailleurs ont pour eux leur nombre et leur rôle irremplaçable dans la production. Ce sont les travailleurs qui font tout dans cette société. Ils ont les moyens d'arrêter toute la production et de stopper la fabrication du profit pour les plus riches. Ils ont même les moyens de menacer la fortune des plus riches comme leur mainmise sur l'économie. Ces

moyens, c'est leur lutte collective, c'est

l'explosion sociale consciente...»

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES SANS-PAPIERS !

Le 13 février dernier une manifestation a rassemblé plus d'un millier de personnes pour réclamer la régularisation des sans-papiers. Cela a démarré à la gare Montparnasse pour se diriger vers le siège du Medef, syndicat patronal.



Le 13 février 2010, à Paris, des manifestants se dirigeant vers le siège du Medef

Les manifestants, avec le soutien de la CGT et de diverses associations et partis politiques, veulent faire pression sur le patronat et le gouvernement pour obtenir les papiers. De telles manifestations se déroulent régulièrement à Paris et dans plusieurs villes de banlieues et de provinces.

C'est ainsi que le 6 février, une manifestation a rassemblé des grévistes sans-papiers de plusieurs entreprises de l'Est parisien, en particulier le piquet de grève du chantier du tramway de la Porte des Lilas à Paris et des ouvriers de l'agence d'intérim du bâtiment Multipro. Le même jour à l'appel de l'Unef, près d'un millier de manifestants, en particulier des étudiants, se sont rassemblés à proximité du ministère de l'Immigration à Paris pour s'opposer aux expulsions des lycéens qui, atteignant l'âge de 18 ans, deviennent « expulsables ». Ils exigent également la régularisation des étudiants sans-papiers et l'obtention de cartes de séjour valables pour plusieurs années.

Dans la région de l'Île de France quelques 6.000 travailleurs sans-papiers sont en grève depuis environ quatre mois et certains occupent même l'entreprise dans laquelle ils travaillent. On dénombre environ 2000 entreprises touchées, en général des sociétés du BTP et de nettoyage. Tout cela démontre la volonté et la détermination des sans-papiers pour l'obtention de la carte de séjour.

Par contre le gouvernement multiplie les interventions policières pour dégager les entreprises occupées et expulse des milliers de sans-papiers. C'est une situation révoltante. Nous devons tous les soutenir.

IMMIGRATION

NOUVEAUX PROJETS DE LOI ANTI-IMMIGRÉS A L'APPROCHE DES ÉLECTIONS

Après l'arrivée d'une centaine de travailleurs kurdes (123) sur les plages de Corse, le ministre de l'Immigration, Eric Besson a trouvé un nouveau prétexte pour pondre un nouveau projet de loi pour, dit-il, faire face à des « afflux massifs » d'immigrés en France. C'est aussi l'occasion de faire parler de lui et de sa politique anti-immigrée. Son projet de loi prévoit la création de « zones d'attente » partout en France pour parquer, entasser et enfermer les nouveaux arrivants sans que cela soit contestable du point de vue strictement juridique.

Besson fait semblant de s'attaquer aux patrons qui emploient illégalement des centaines de milliers de salariés sans droit. Il s'agit généralement d'entreprises du bâtiment, de nettoyage ou de restauration. Ce sont pour la plupart des groupes comme Bouygues, Vinci, Veolia. Ce sont aussi des chaînes de restauration comme KFC ou d'hôtellerie. Ces grandes sociétés emploient des sans-papiers par l'intermédiaire des agences d'intérim et du coup ne se sentent pas directement concernées. Elles se contentent juste de donner des commandes aux sociétés d'intérim.



Les autorités publiques sont bien entendu au courant de cette pratique mais elles ont toujours fermé les yeux pour ne pas froisser le grand patronat. Il y a même une société de nettoyage qui a pignon sur rue, la Seni, qui emploie 500 sans-papiers. La préfecture comme le Tribunal sont au courant mais le dirigeant de cette entreprise est un personnage intouchable. Besson fait semblant de dénoncer les entreprises qui emploient les sans-papiers mais il évite de s'attaquer à leurs intérêts.

La vérité est qu'en cette période électorale, le calcul de la droite au pouvoir est simple : il faut prendre des mesures anti-immigrées pour ramasser le maximum de voix dans l'électorat le plus réactionnaire. Ainsi, Besson espère-t-il faire plaisir aux électeurs traditionnels de l'extrême droite.

Par ailleurs il y a aussi d'autres projets de loi anti-immigrés. Entre autres, les immigrés qui sont frappés par des mesures d'expulsion n'auront plus que 48 heures pour contester le « jugement ». Evidemment dans ce cas ces étrangers n'auront pas le temps d'organiser la procédure de recours qui demande de quatre à cinq jours, et seront expulsés sans passer devant le juge. Il y a aussi la durée maximale de l'enfermement au Centre de rétention qui passerait de 32 à 45 jours.

Un autre projet de loi concerne les sans-papiers qui travaillent dans diverses

Mais pour faire face au chômage, aux licenciements, pour obtenir des augmentations de salaires et pour améliorer leurs conditions d'existence, les travailleurs avec ou sans papier, avec ou sans droit de vote, n'obtiendront des victoires qu'en luttant côte à côte sans distinction de nationalité ou de couleur de peau.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.